

## Kenya : l'expérience des limites

### Les médias dans la tourmente d'une élection gâchée

**E**n temps de crise, contrairement à l'idée trop généralement reçue, les médias africains ne se jettent pas nécessairement dans la bataille, jouant les stimulants pour des assassins à machettes. Alors que le pays traverse une violente crise politique depuis le scrutin présidentiel controversé du 27 décembre 2007, la presse du Kenya en est l'illustration parfaite. Elle a adopté, en conscience, une attitude pacificatrice, appelant au calme et à la réconciliation, stigmatisant la classe politique pour son manque de responsabilité et de patriotisme. Au risque, pourtant, de faillir à son devoir de récolter des faits, de les confronter aux protagonistes de l'actualité et de présenter cela au jugement de l'opinion.

C'est du reste le dilemme que traverse la presse kenyane depuis que le pays s'est enflammé, dans la foulée de la proclamation du président sortant Mwai Kibaki, vainqueur d'une élection marquée par des truquages. Appels à la paix, prières collectives, sermons communs des grands journaux de Nairobi, refus du sensationnalisme et des commentaires accentuant les clivages ethniques, les médias kenyans ont très vite adopté une ligne éditoriale commune. La paix avant tout. Si tous les responsables des grands médias, le ministère de l'Information et la mission d'observation de l'Union européenne soulignent le caractère maîtrisé de la couverture par la presse des violences post-électorales, certains s'interrogent néanmoins sur ce choix.

Pour enquêter sur les réussites et les échecs des médias kenyans, plongés dans une crise nationale sans précédent, Reporters sans frontières, International Media Support et Article 19 ont dépêché une mission d'enquête à Nairobi, dont ce rapport présente les conclusions.

### Une plongée progressive dans la crise

Dans un contexte où les médias kenyans se sont efforcés de maintenir la paix dans un chaos annoncé, les autorités, de leur côté, se sont comportées avec défiance. Au premier jour des troubles, le 30 décembre 2007, une mesure absurde est venue sanctionner les médias audiovisuels. Toute couverture en direct de l'actualité était interdite. Cette décision, peu respectée et mal justifiée par le pouvoir, n'a été levée que le 4 février 2008.

Les 29 et 30 décembre 2007, les téléspectateurs des principales chaînes de télévision privées kenyanes ont assisté en direct à la plongée progressive de leur pays dans la crise. Le centre névralgique du conflit qui allait mettre le feu au pays a été le siège de la Commission électorale du Kenya (ECK), dans le Kenyatta International Conference Centre (KICC), un grand immeuble dans le centre de Nairobi. Dès le samedi 29 décembre, alors que la tension montait partout dans le pays et que les premiers résultats partiels étaient annoncés en direct par les principales chaînes de télévision sur la foi des relevés de leurs correspondants locaux, les signes avant-coureurs de l'affrontement étaient perceptibles. Des cadres de l'Orange Democratic Movement (ODM, opposition), ont commencé à exiger des explications sur des incidents ayant émaillé les dépouillements dans plusieurs dizaines de districts. Les rumeurs de truquage des élections avaient déjà commencé à se répandre dans le pays. Le matin du 29 décembre, Raila Odinga, leader de l'ODM, disposait d'une avance de 900 000 voix sur son rival. Le soir même, l'ECK n'annonçait plus qu'une avance de 38 000, après le dépouillement des provinces du Centre. Des émeutes avaient déjà éclaté à Nakuru et dans les bidonvilles de Nairobi.

Le lendemain en fin d'après-midi, un incident a définitivement fait basculer le pays dans la crise et poussé le gouvernement à prendre une mesure radicale contre les médias. Le 30 décembre à partir de 17 heures, toujours en direct, le président de l'ECK, Samuel Kivuitu, a été l'objet d'interruptions régulières par des cadres de l'ODM, alors qu'il lisait, imperturbable, les résultats des districts qui parvenaient prétendument à la commission. Selon les résultats de l'ECK, la tendance du scrutin s'était spectaculairement inversée. Mwai Kibaki était en tête dans de nombreux districts, contrairement à la situation qui prévalait quelques heures auparavant. Plaidant ardemment leur cause, demandant des explications sur la différence entre les relevés dans les provinces et ceux proclamés à Nairobi, scandant des "non" en signe de refus de la proclamation prématurée des résultats, les représentants de l'opposition ont ponctué la fin d'après-midi de leurs requêtes, d'un ton de plus en plus insistant. Lorsqu'il est devenu clair que Samuel Kivuitu s'apprêtait à proclamer les résultats définitifs et qu'il a commencé, assis à la tribune et entouré de ses collaborateurs, à lire les résultats des dépouillements des districts de Molo, Turkana Centre, Mandera Centre et Kajiado Nord, il a été cette fois interrompu par le député ODM William Ruto. Celui-ci, une dernière fois, a refusé de reconnaître les résultats annoncés, trop manifestement différents des relevés effectués dans les circonscriptions. La confusion s'est répandue dans la salle. Samuel Kivuitu a été conspué. Les soldats appelés en renfort ont évacué le président de l'ECK et ses collaborateurs vers une salle voisine. Les opérations de décompte ont été interrompues.

"Dès le dimanche, nous avons compris que quelque chose allait se passer", se souvient Kwendo Oponga, directeur éditorial du Standard Group, société propriétaire du quotidien *The Standard* et de la chaîne de télévision *KTN*. Alors que les télévisions kenyanes ont continué de maintenir la diffusion des événements en direct, Raila Odinga a convoqué une conférence de presse improvisée dans les bureaux de l'ECK pour dénoncer les manœuvres du clan présidentiel et le truquage supervisé par la commission électorale. Le leader de l'opposition, convaincu d'être le vainqueur du scrutin, a ensuite quitté précipitamment l'immeuble et s'est engouffré dans sa voiture.

Il était un peu plus de 18 heures. Sans s'expliquer, les soldats chargés de la sécurité du centre de presse de l'ECK ont procédé à l'évacuation des journalistes kenyans et

étrangers, à l'exception de la chaîne publique *KBC*. Quelques minutes plus tard, Samuel Kivuitu a déclaré sur les antennes des principales chaînes de télévision que le président sortant Mwai Kibaki était déclaré vainqueur de l'élection présidentielle, avec une avance de 200 000 voix. Une demi-heure après, le chef de l'Etat a prêté serment pour un deuxième mandat, devant des téléspectateurs médusés. Les journalistes étrangers dépêchés à Nairobi ont alors suivi depuis le toit de leur hôtel les premières échauffourées entre les partisans de l'ODM et les forces anti-émeutes. A Kisumu, des manifestants ont saccagé les locaux régionaux de la chaîne publique *KBC*.

"En fin de journée, nous avons reçu un fax provenant du secrétaire permanent du ministère de l'Information, nous intimant l'ordre de cesser de diffuser en direct", raconte Kwendo Opanga, du Standard Group. Le ministère a aussitôt expliqué que cette "suspension" avait été ordonnée "dans l'intérêt de la sécurité et de la tranquillité publiques". Le porte-parole du gouvernement a déclaré, dans un communiqué, que "dans l'environnement actuel, certaines personnes utilisent les médias pour inciter à la violence" ("In the prevailing environment, some people are using the media to call for violence and to incite members of the public to engage in violence."). Aux alentours de 20 heures, la plupart des médias ont cessé tout programme d'information et le Kenya s'est retrouvé, de fait, plongé dans un black-out sur les événements qui se déroulaient dans la capitale.

Ce jour-là, la crise politique a enflammé les ruelles des bidonvilles et les avenues des cités. Aux disputes et aux invectives se sont ajoutées les pierres, les torches, les flèches et les balles. Les vieilles rancœurs entre communautés s'étant au fil des jours greffées sur la controverse, le Kenya a peu à peu sombré dans la violence.

### **Réprobation générale**

L'interdiction des programmes en direct a soulevé une vague de réprobations dans le monde entier. Les organisations internationales de défense de la liberté de la presse et plusieurs ambassades occidentales l'ont publiquement dénoncée comme étant "absurde". "Il s'agit d'une mesure extrême, décidée par un gouvernement qui a cédé à la panique", explique David Makali, directeur de publication du mensuel privé *eXpression Today* et responsable du Media Institute, une organisation de défense de la liberté d'expression. Une opinion partagée par tous les directeurs de médias, notamment Wachira Waruru, directeur général du groupe de presse Royal Media Services, propriétaire de la chaîne *Citizen Television* et d'une dizaine de radios privées en langues vernaculaires, et par ailleurs président du Media Council, l'organe de régulation des médias kenyans. "Il s'agit d'une décision ridicule et impossible à mettre en application", explique-t-il, faisant écho à un responsable de la mission d'observation de l'Union européenne au Kenya, pour qui l'interdiction du direct a été "disproportionnée et pas nécessaire".

Mais le gouvernement kenyan s'est accroché à cette décision et à ses justifications. "Il ne s'agit pas vraiment d'une interdiction, soutient Ezekiel Mutua, directeur de l'information et de la communication publique du ministère de l'Information. Nous avons demandé aux médias de faire face à la situation et de prendre des mesures pour que l'on maîtrise la diffusion avec un léger délai." Bien entendu, selon lui, cette décision a été motivée par les quelques "épisodes embarrassants" qui ont été diffusés le 30 décembre. "Mais les médias ne peuvent pas être tenus pour responsables de ce

qui est arrivé. Ils ne sont que des messagers", nuance-t-il, tout en expliquant que les "journalistes n'ont pas de contrôle sur la réalité qui nourrit les violences" et en soulignant, au passage, que malgré la crise les autorités s'étaient refusées à couper les lignes téléphoniques.

Même si le gouvernement se défend d'avoir voulu sanctionner les journalistes kenyans, ceux-ci n'en ont pas moins pris l'interdiction du direct comme une vexation inutile. "L'interdiction est irréaliste et leur argument est idiot", s'agace Farida Karoney, responsable éditoriale de *KTN*. "Nous savons ce qui est diffusable et ce qui ne l'est pas. Nous sommes des citoyens."

Pour autant, après l'instauration de cette mesure, les médias kenyans l'ont appliquée tant bien que mal, en prenant parfois quelques libertés lorsque les limites d'un ordre vague étaient atteintes. Tous, sauf la station privée *Kiss FM*, qui avec une grande précaution a continué à diffuser des programmes de libre-antenne. "Mais même le Président est diffusé en différé", s'amuse Wachira Waruru. Aucun *talk-show* n'a été diffusé après le 30 décembre. Seule l'ouverture de la session parlementaire, le 15 janvier, a fait l'objet d'une dérogation spéciale. "Sauf si l'actualité le mérite, nous obéissons", concède le président du groupe de presse propriétaire d'une chaîne de télévision et neuf radios, dont la populaire *Citizen FM*.

Toutefois, le 29 janvier, après que plusieurs hauts responsables ont fait la promesse que l'interdiction sera levée, le Media Institute et *KTN* ont déposé plainte contre le gouvernement. Et le 4 février, le gouvernement a enfin décidé de lever cette mesure exceptionnelle, qui finalement n'aura pas servi à grand-chose sinon à montrer aux médias qu'ils étaient surveillés et que le gouvernement ne leur accordait qu'une confiance limitée.

### **Des radios surveillées**

Dans son argumentaire, le gouvernement kenyan s'est montré particulièrement méfiant à l'égard des radios diffusant en langues vernaculaires. Ezekiel Mutua, du ministère de l'Information, les accuse notamment d'avoir "construit des blocs" pendant les élections, sous-entendant que ces médias avaient contribué à monter les groupes ethniques les uns contre les autres. Wachira Waruru, directeur général de la plupart des radios en langues locales (*Mulembe FM*, *Inooro FM*, *Muuga FM*, *Chamgei FM*, *Egesa FM*, *Musyi FM* et *Ramogi FM*), convient qu'il y a eu "quelques incidents". "Mais je n'ai pris aucun risque, insiste-t-il. J'ai immédiatement retiré de l'antenne ceux qui étaient responsables de dérives."

Le spectre de la station rwandaise *Radiotélévision libre des milles collines (RTL)* planant sur toutes les crises africaines depuis 1994, l'inquiétude était grande de voir certaines radios se transformer en instruments de mobilisation, organisant et galvanisant les auteurs de violences. Lors du référendum constitutionnel de 2005, certaines radios avaient encouragé un clivage entre Kikuyus, Embus et Merus d'un côté, favorables à la réforme proposée par le chef de l'Etat, et Luos, Kalenjins et Luhyas, composant l'opposition hostile au projet. Trois jours avant le scrutin référendaire, la station privée en langue kalenjin *Kass FM* avait d'ailleurs été suspendue pour avoir incité ses auditeurs à la violence.

Plusieurs radios vernaculaires auraient, cette fois encore, employé un vocabulaire dangereux, selon le directeur exécutif de Strategic Research, une société chargée par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) d'évaluer la couverture par les médias kenyans du scrutin présidentiel, cité par l'agence de presse des Nations unies, *IRIN*. Selon Caesar Handa, des auditeurs de *Kass FM* auraient, au cours d'émissions de libre-antenne, qualifié les autres groupes ethniques de "colons" de la vallée du Rift. Sur l'antenne de la même station aurait été évoqué le besoin pour "le peuple du lait" de "couper l'herbe" et le danger que "les mangoustes" viennent "voler nos poules", dans une allusion cryptée aux pasteurs kalenjins ("peuple du lait") face au prétendu péril kikuyu ("les mangoustes"), selon Kamanda Mucheke, un responsable de la Commission nationale kenyane des droits de l'homme (KNCHR, agence publique) cité par *IRIN*.

Mais David Ward, chargé du programme de monitoring des médias de l'Union européenne, n'est pas de cet avis. S'il reconnaît "des incidents isolés rapidement circonscrits", notamment sur les antennes des radios de l'ouest du pays, il affirme qu'il n'y a pas eu de "discours de haine". "Dans une société très divisée, nous nous attendions à quelques problèmes, explique-t-il. Mais, à part la chaîne publique *KBC* dont le déséquilibre des programmes a confiné à l'absurde, les médias kenyans se sont comportés de manière remarquable. Au Kenya, les journalistes sont talentueux et l'information est dans les journaux."

Wachira Waruru, à la tête de son archipel de radios influentes, insiste sur le fait que sa direction et lui ont été très vigilants. "Les journalistes de nos radios ont eu tendance à être conduits par l'émotion de leurs auditeurs. Dès lors, même utiliser un proverbe est devenu un problème", explique-t-il. Les radios vernaculaires, conclut l'homme qui est également le président du Media Council, "donnent un fort sentiment d'identité et, donc, un sens de l'unité. Elles constituent un apport positif pour le pays, même si l'autre face de la médaille est leur danger potentiel". L'organe d'autorégulation qu'il préside avait même pris les devants, en mettant en garde quelques radios vernaculaires dès le 19 décembre 2007 contre les "pratiques contraires à l'éthique". Au cours de l'assemblée générale annuelle du Media Council, sa directrice exécutive, Esther Kamweru, avait expliqué que la plupart des plaintes reçues par le conseil concernaient des paroles de chansons jugées "obscènes et racistes", tandis que certaines stations s'étaient rendues coupables de désinformation, ce qui avait donné lieu à des violences.

Aucune mesure coercitive, à part un incident aux contours flous, n'est toutefois venue sanctionner un quelconque dérapage. A partir du 28 décembre, le signal de la station privée *Radio Lake Victoria* à Kisumu (Ouest), qui soutenait ouvertement Raila Odinga, a été interrompu pendant trois jours, après la mystérieuse coupure d'électricité du transmetteur de Kiboswa, à 15 kilomètres de la ville de Kisumu. Le directeur adjoint de la radio, Seth Oloo, a accusé le gouvernement de "sabotage". La station a repris ses émissions et n'a pas été davantage inquiétée, même durant les épisodes les plus sanglants de la crise.

### **Prières médiatiques**

Soumis à l'interdiction de diffuser en direct, et surveillés étroitement par les autorités, les médias kenyans ont adopté une ligne éditoriale identique. Des faits bruts, des

chiffres, des déclarations, mais rien de polémique ou d'incitatif à la contestation. Le 3 janvier, les plus importants journaux de Nairobi ont publié un éditorial commun, intitulé : "Sauvez notre pays bien-aimé", dans lequel les hommes politiques étaient vertement attaqués pour leur responsabilité dans les violences et dans l'absence de solution en vue. Cette spectaculaire démonstration d'unité étant destinée à montrer à quel point la situation était grave, les chaînes de télévision indépendantes ont emboîté le pas de *The Nation* et *The Standard*, en affichant des bandeaux "Save Our Country". La direction de *KTN* a également pris la responsabilité de prendre position, appelant Mwai Kibaki et Raila Odinga à "réintégrer le Kenya hors des frontières de l'anarchie, du bain de sang qu'il n'avait jamais connu auparavant". Pour leur part, les radios privées ont fait lire les éditoriaux à l'antenne.

Ce jour-là, les grands médias kenyans ont choisi de favoriser les initiatives pacifistes et de jouer la carte du "prêche". Le mot n'est pas exagéré, puisque le dimanche suivant la publication de l'appel commun à la paix, les chaînes de télévision ont diffusé une prière collective pour le retour au calme. Des encarts publicitaires ont été régulièrement publiés dans les pages des grands journaux de Nairobi appelant à l'unité du pays et au retour au calme. Les pages "Opinions" ont été submergées de tribunes clamant un jour que "la violence ne résout pas les différends politiques, elle les empire" et un autre que "le Kenya est plus important que la tribu".

### **Faillite des médias kenyans**

Après l'irruption de la violence dans les jours qui ont suivi l'élection controversée du 27 décembre, dans le pays jadis considéré comme la démocratie la plus stable et la plus prospère d'Afrique de l'Est, la plupart des journalistes kenyans se sont retrouvés contraints de couvrir, pour la première fois, une crise politique dévastatrice. Dans cette situation explosive, une pression externe grandissante sur la liberté d'expression alliée à la crainte, en interne, d'alimenter la violence et la division ethnique, a saisi les rédactions. Les directeurs des rédactions et les journalistes ont alors clairement choisi de se restreindre, dans leur couverture du scrutin controversé et des violences qui s'étaient ensuivies.

Les médias ont été contraints de vivre dans cette atmosphère où il s'agissait de "marcher sur des œufs", comme cela a été dit. La conclusion de nombreux professionnels des médias et d'observateurs de la presse kenyane, interrogés lors de cette mission d'enquête, estiment que cette situation a eu pour conséquence un niveau élevé d'autocensure. Traditionnellement, les médias kenyans ont toujours été indépendants et, en général, les professionnels de la presse se sont comportés de manière responsable. Mais la pression exercée sur eux, dans une situation aussi explosive dans laquelle le rôle des médias était si crucial, a conduit à la division de la corporation.

Dans ce contexte, les médias kenyans ont-ils failli à leur mission de "chiens de garde" de la démocratie ? Au sein des rédactions, les responsables et les reporters ont traversé un douloureux processus d'examen de conscience, dans les semaines qui ont suivi le scrutin. La conclusion des professionnels interrogés par la mission d'enquête est claire : les médias kenyans ont, en effet, failli à remplir leur mission et le sentiment d'avoir manqué à ses obligations est fréquent dans la corporation.

"Oui, nous avons échoué", admet Kwendo Opanga, directeur éditorial du Standard Group, l'une des plus importantes sociétés de publication au Kenya. "Les médias n'ont pas poursuivi les investigations sur les événements ayant succédé au scrutin. Nous n'avons pas écrit d'articles sur le sujet et ce manquement me hante jusqu'à aujourd'hui. Nous n'avons pas été en première ligne dans la recherche de la vérité. Lorsque nous avons compris que les résultats avaient été truqués, nous n'avons pas fait la lumière sur cette anomalie", a-t-il conclu. Kwendo Opanga, qui a couvert cinq élections depuis 1988, n'a jamais connu d'expérience semblable à la crise politique que traverse le pays. "Il y a eu des centaines de morts et une perte de plusieurs milliards de dollars. Les enjeux sont si importants que nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas rechercher la vérité", explique-t-il aujourd'hui.

### **La force de l'autocensure**

Que s'est-il passé au cours des réunions de rédaction du Standard Group ? Pourquoi les responsables des rédactions et les journalistes n'ont-ils pas fait l'effort de révéler la vérité ? Une question à laquelle Kwendo Opanga n'a toujours pas de réponse. "C'est notre échec. Personne ne nous a empêchés de faire quoi que ce soit. Pendant le processus électoral, nous sentions que quelque chose allait se gripper. Nous avons la crainte qu'il existe des projets de parasiter le scrutin. Mais nous n'avons pas anticipé ou prédit le fait que la situation allait exploser. Je pense que la peur d'alimenter la haine ou la division ethnique est restée très présente dans notre esprit", dit Kwendo Opanga, en référence au rôle funeste joué par les médias dans le génocide rwandais de 1994.

Cette crainte a également influencé les décisions éditoriales du Nation Media Group, explique Macharia Gaitho, rédacteur en chef des projets spéciaux et chroniqueur politique du puissant quotidien privé *The Nation*. "Les tensions ethniques sont si faciles à récupérer que le rôle des médias, dans ce contexte, est crucial. Pour cette raison, le comportement de la presse à grand tirage a été extrêmement responsable", explique-t-il. Mais en étant "responsables", les médias ont-ils caché la vérité ? Cette question, selon lui, a été intensément débattue au sein du Nation Media Group.

Là comme ailleurs, la couverture de la crise post-électorale a donné lieu à un profond examen de conscience. Farida Karoney, responsable éditoriale de *KTN*, confirme que l'autocensure a été la règle au sein des journalistes de la chaîne, par crainte de se mettre en danger. "Nous avons eu peur de sortir l'intégralité de nos informations", reconnaît-elle.

Pour les journalistes kenyans, la situation a déclenché un signal d'alarme lugubre, explique de son côté Tervil Okoko, président de l'Union des journalistes kenyans (KUJ). "Ce conflit a été un grand choc pour la presse. Nous ne nous sommes jamais trouvés dans une telle situation. La liberté dont nous avons bénéficié pendant des années nous avait fait baisser la garde. Aujourd'hui, l'autocensure s'est installée. Les journalistes ont peur, surtout après que le ministre de la Sécurité a interdit les diffusions en direct. Cela a permis de museler la presse avec une grande facilité, parce que l'efficacité des médias s'en est trouvée réduite. Dans une situation de peur, on ne sait pas quelle attitude adopter. Il devient très difficile de protéger le droit à l'information", admet-il.

David Makali, directeur du Media Institute, admet sans ambages, quant à lui, la faillite des médias kenyans dans la recherche de la vérité. "Si la mission des médias est de dévoiler la vérité, alors je n'ai rien vu de tel. S'ils l'ont réellement cherchée, au moins n'ont-ils pas osé la publier. Les journaux auraient dû mettre sur pied des cellules d'enquête spéciales, qui auraient pu déterminer qui a gagné et qui a perdu l'élection. Mais ils ne l'ont pas fait, selon moi, par peur de la répression. Ils ont eu peur que la violence ne se retourne contre eux, qu'elle vienne de la population ou du gouvernement. Les médias ont donc failli à la nation, dans la mesure où ils l'ont empêchée de vivre dans la vérité", martèle-t-il.

L'une des plus grandes erreurs des médias, selon lui, est de ne pas avoir défié l'interdiction des émissions en direct. "Aucun organe de presse n'a osé trouver un moyen de contourner cette interdiction controversée. En relatant les faits, je ne vois pas comment les médias auraient pu contribuer à alimenter les tensions, bien au contraire. Mais les responsables des médias ont subi de telles pressions qu'ils en sont venus à minimiser certaines histoires ou à en supprimer d'autres", maintient-il.

Sans expérience dans la couverture des conflits, les journalistes et leurs rédacteurs en chef ont constitué des proies faciles pour le gouvernement. Et la pression a été forte, afin de les pousser à relayer des messages de paix et de réconciliation. "Au lieu d'assumer son rôle de pourvoyeur de vérité et de justice, la presse a abandonné ses règles professionnelles et a sauté dans le train des prêcheurs de paix et de réconciliation. Mais ce n'était pas son rôle. Elle devrait laisser cela aux politiciens et aux prêtres. De plus, penser que l'on peut résoudre une crise politique à coups de prières pour la paix équivaut à couvrir de cendres un feu qui couve. Cela ne résoudra pas le problème. Le pays continuera d'être un champ de mines, à moins que les racines du problème ne soient attaquées. En ne faisant pas cela, les médias ont fait partie de la conspiration", clame-t-il enfin.

## **Conclusions et recommandations**

Tandis que le Kenya s'est efforcé de trouver une issue à sa désagrégation socio-politique et économique progressive, différents secteurs de la société ont pris du recul et tenté de jouer un rôle dans le maintien de la paix, en appelant à l'harmonie et l'unité nationale. L'un des acteurs clés dans cette recherche de la réconciliation a été la presse, en particulier les médias de masse, qu'ils soient privés, communautaires ou publics, écrits, audiovisuels ou en ligne.

Avec l'irruption et la dissémination de la violence, les médias ont sans relâche, simultanément et de concert, sinon en synchronisation parfaite, publié de longs éditoriaux, des commentaires, des tribunes et même des unes communes appelant à l'harmonie nationale. Mais cette métamorphose des médias, devenus des faiseurs de paix, a choqué une partie de la société et des observateurs internationaux, notamment les journalistes et les experts des questions médiatiques. Pour certains, les médias ont non seulement fait preuve de mauvaise foi, mais ont également été activement mêlés à un jeu de rôle, les déviant de leur vocation : la poursuite de la vérité pour la défense de l'intérêt public.

Car le prêche n'est pas la vocation première d'un journaliste. Dans une situation où des fraudes dans le décompte des suffrages d'un scrutin présidentiel sont avérées, il

apparaît à certains que les médias avaient un sujet tout trouvé et impérieux. Et qu'au nom du rétablissement du calme, ils ont délibérément choisi de négliger celui-ci, quitte à ce que la soif de "vérité" et de "justice" qui a jeté des milliers de Kenyans dans les rues soit ignorée. Il est vrai que personne aujourd'hui, alors que le pays est meurtri par des semaines de tueries, ne peut affirmer qui a réellement remporté l'élection, qui l'a truquée et comment, pourquoi un clivage social et tribal meurtrier s'est ouvert sous les fondements de la grande démocratie kenyane que l'on croyait inébranlable.

Les médias, comme d'autres secteurs de la société, sont à la croisée des chemins, tandis que le pays cherche une issue politique, constitutionnelle et consensuelle à ce qui est, sans doute, la fêlure la plus grave de la saga nationale. Pour toutes ces raisons, Reporters sans frontières, International Media Support et Article 19 recommandent :

- **Aux autorités kenyanes** de s'abstenir d'essayer de prendre des mesures de censure, en vertu d'une crainte d'une répétition du "syndrome *RTL*" (du nom de la *Radiotélévision libre des mille collines*, radio rwandaise ayant contribué au génocide des Tutsis en 1994), comme cela a été évoqué devant la mission d'enquête, en adoptant une attitude moins méfiante et moins hostile envers la presse, en jugeant notamment à leur juste valeur les efforts de pacification des principaux médias kenyans et leur volonté de ne pas alimenter la violence ; d'aider la presse à renforcer ses capacités en termes d'autorégulation, de concertation et de formation, de manière à mieux pouvoir gérer les situations extrêmes.
- **Aux partis politiques kenyans** de s'abstenir d'utiliser les médias comme des instruments de mobilisation et d'organisation de leurs militants, et de faire face avec sincérité aux questions et aux critiques de la presse.
- **A la presse kenyane** de continuer à examiner collectivement sa performance au cours de la crise post-électorale, dans un esprit de coopération ; de mobiliser un fonds de soutien pour la formation des journalistes aux techniques d'investigation et de protection en zone de conflit ; d'offrir à leurs lecteurs, autant que possible, des éléments de décryptage de la crise traversée par la presse lors des premières semaines de l'année 2008 ; de renforcer ses capacités d'autorégulation et de concertation collective.